

tion, afin de découvrir la vérité sur des faits qui nous ont été divulgués et établir des normes, au chapitre des importations, afin de mieux protéger l'industrie canadienne.

De fait, ce sont les industriels canadiens qui font encore plus de profits, grâce à un coût de production très bas, au Japon; eux n'en souffrent pas: leur pécule augmente tout le temps, ils peuvent faire des voyages à travers le monde et mener une vie luxueuse.

• (3.20 p.m.)

Mais l'ouvrier canadien, le consommateur canadien, est obligé de souffrir à cause de cette politique, si elle existe, et je crois qu'elle existe d'après les renseignements que j'ai mais qui ne sont pas officiels.

Je crois que c'est le devoir du gouvernement canadien et du ministère de l'Industrie de fouiller ce domaine, afin de renseigner la population et d'établir des normes en conséquence.

Il y aurait lieu aussi, devant certaines importations que nous devons accepter de l'étranger, de penser à encourager l'industrie textile à diversifier sa production.

Le ministère de l'Industrie devrait songer à encourager la recherche industrielle, vu que nous n'avons pas le coton au Canada, une matière essentielle à l'industrie textile, dans le domaine des fibres synthétiques, ou encore dans la production de certains produits synthétiques qui pourraient permettre avantageusement à l'industrie textile de continuer son allure, ses initiatives, et surtout pour permettre aux ouvriers canadiens qui, avec leur famille, vivent de ces industries, de continuer, avec l'aide du ministère de la Main-d'œuvre qui va bientôt s'émousser, de devenir des ouvriers qualifiés dans la fabrication de nouveaux produits.

Voilà quelques remarques que je voulais ajouter au sujet de l'industrie textile. Et je veux assurer l'honorable ministre que s'il y a des propos encourageants à présenter actuellement à la population canadienne, ces propositions seront acceptées d'emblée, car actuellement il y a plus de 5,000 tisserands dans la province de Québec qui sont en grève.

Et d'ailleurs le problème va beaucoup plus loin que celui des relations entre patrons et ouvriers. Le problème provient de la difficulté de l'industrie textile qui, pour faire concurrence aux importations étrangères trop nombreuses, a dû accélérer sa production et sa productivité, ce qui n'a pas diminué les profits de l'industrie textile, mais ce qui a placé l'ouvrier du textile dans des conditions inhumaines de travail inacceptables et insuffisantes au point de vue salaire.

Voilà la situation alarmante dans laquelle se trouvent les foyers des ouvriers du textile qui attendent une solution de la part du gou-

vernement, non pas seulement des patrons mais aussi du gouvernement, une prise de position bien ferme afin d'améliorer cette situation.

En terminant, monsieur le président, je voudrais que l'honorable ministre nous indique bien clairement comment les industriels étrangers, par exemple, procèdent lorsqu'ils veulent venir ouvrir au Canada une succursale ou investir des capitaux.

Comment procèdent-ils? S'adressent-ils au ministère de l'Industrie ou au ministère du Commerce? Les fonctionnaires fédéraux leur font-ils miroiter, ou leur exposent-ils des avantages industriels économiques dans toutes les provinces ou dans une province en particulier?

Nous avons besoin dans la province de Québec, comme dans les provinces Maritimes, de nouvelles industries. Or, nous voulons savoir du ministère, lorsque ces compagnies étrangères ou ces hommes d'affaires étrangers s'adressent au gouvernement fédéral, comment on leur présente le portrait économique et industriel du Canada?

Par exemple, à Sherbrooke, nous avons 12 industries textiles. Je suis d'avis que nous avons trop d'industries textiles, et qu'il y a lieu de penser, pour l'avenir—et ceci intéresse aussi d'autres comtés du Québec—à garder ce que nous avons, très bien, mais de diversifier l'installation de nouvelles industries dans des catégories différentes, et c'est pourquoi, actuellement, à Sherbrooke nous avons besoin d'industries autres que celle du textile, justement afin d'absorber la main-d'œuvre qui, parfois, est mise de côté de façon totale ou de façon partielle dans l'industrie textile, afin de garder, de conserver un haut niveau de l'emploi à Sherbrooke, dans ma région. Et ceci existe pour de nombreuses autres régions du pays.

Par conséquent, nous aimerions savoir comment le gouvernement, le ministère de l'Industrie ou du Commerce procède pour orienter de nouvelles industries étrangères, soit succursales ou capitaux étrangers, qui viennent s'installer au Canada. J'en fais la demande publiquement, aujourd'hui. Je l'ai fait d'ailleurs par écrit déjà. Nous sommes très intéressés, à Sherbrooke, à la venue de nouvelles industries, à la création de nouvelles industries.

Nous avons une population laborieuse, un site enchanteur, de l'électricité en quantité, les forces hydro-électriques nécessaires, des rivières, et nous sommes à proximité des lignes américaines. Nous avons là un centre industriel prometteur. Nous ne sommes pas pour envoyer le Conseil de ville de Sherbrooke ou le député de Sherbrooke en Europe aller rencontrer les différents minis-